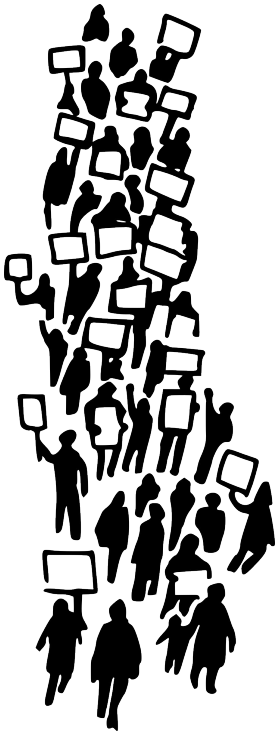
LE 05/11 : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

ET MAINTENANT, LA GRÈVE GÉNÉRALE !

La jeunesse a ouvert le bal, la colère sociale monte contre un gouvernement toujours plus fragilisé. Les trois derneirs samedis, nous étions des centaines de milliers dans les rues contre la vie chère, pour nos droits et nos libertés. C'est le moment de revendiquer !

TUTO
FAIRE GRÈVE DANS LE PRIVÉ :
MODE D'EMPLOI !

La colère doit déborder durablement dans le monde du travail et impacter l'économie. La CNT-SO appelle à construire, sur nos lieux de travail, la grève interprofessionnelle du 5 novembre. Elle doit être la plus massive possible et permettre de construire des cades d'auto-organisation (AG, comité de grève...). pour la suite.
Dans nos entreprises ou services, multiplions les conflits pour nos conditions de travail et pour nos salaires et convergeons ensemble avec un seul cap : la répartition égalitaire des richesses et du travail.



Les travailleur·euses sont toujours aussi **lourdement impacté·es par l'inflation et la vie chère** (alimentation, énergie, logement…). **Les salaires ne suivent pas** : dans le privé, où les minima de nombreuses conventions sont perpétuellement rattrapés par le SMIC ; dans le public, où le point d'indice va être gelé pour une quatrième année.

Pourtant, sous la présidence Macron, les Français les plus fortunés ont considérablement augmenté leurs richesses. Les cours boursiers, les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires sont en hausse record.

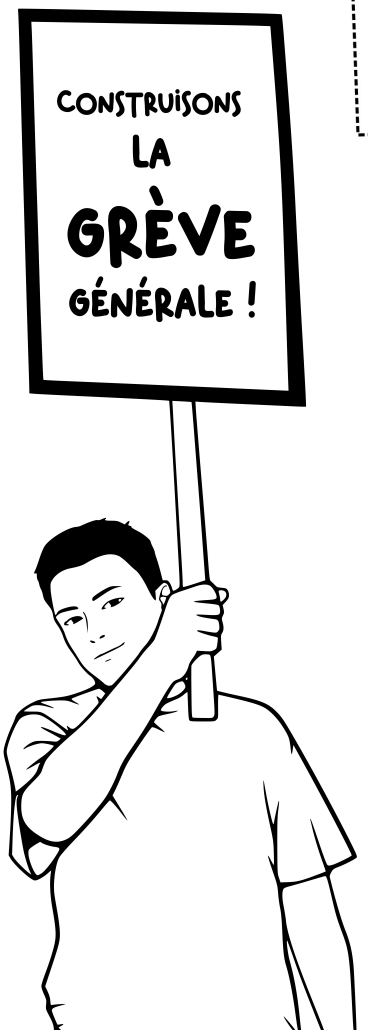
Ce n'est pas simplement une question de « pouvoir d'achat », mais de répartition égalitaire des richesses. **Ces masses d'argent, c'est l'exploitation de notre travail qui les a produites ; elles doivent revenir aux travailleur·euses !** Dans l'immédiat, elles doivent servir à l'augmentation générale des salaires ! **Lutter contre les galères de la vie chère, c'est faire passer nos employeurs et les actionnaires à la caisse !**

Les jeunes réclament plus de moyens pour l'éducation mais en 2027, **le gouvernement prévoit 54 milliards d"économies budgétaires qui n'épargnent que les crédits militaires qui bondissent de 11 %** ! C'est une déclaration de guerre pour les services publics et ses personnels. **Ces baisses de budget ne concernent pas que les fonctionnaires : au final ce sont toujours les usager·ères qui trinquent !** Prises en charge pourries aux urgences, profs pas remplacés, pas de canadairs pour éteindre les incendies, abandon de projets par nos communes, moins de financements pour nos associations, suppressions de dispositifs d'aides… Nous en subissons tous-tes les conséquences !

Depuis des années, la sphère patronale et actionnariale est subventionnée par l'argent public (exonérations de cotisations sociales ou fiscales, aides…). C'est un hold-up sur la part socialisée des salaires (le brut qui fiance la protection sociale), alors que nous subissons une nouvelle régression majeure avec la retraite à 64 ans et de nouvelles restrictions sur les droits à l'assurance chômage ou les arrêts maladie… **Ces politiques doivent cesser pour financer la protection sociale, sortir les services publics des logiques d'austérité et revaloriser leurs agent·es.**

AVEC LA CNT-SO, ON REVENDIQUE :

- **Une hausse générale des salaires avec échelle mobile en proportion du SMIC revalorisé.**
- **Une hausse des pensions et minima sociaux indexée sur l'inflation. Une hausse du point d'indice de la fonction publique à hauteur de l'inflation et la revalorisation des grilles indiciaires. Le plafonnement des hauts salaires.**
- **La diminution du temps de travail, à salaire égal.**
- **L'égalité salariale hommes/femmes.**
- **L'arrêt des politiques, notamment fiscales, au bénéfice des plus riches et des entreprises.**
- **L'État d'urgence social : blocage des loyers, des prix des produits de 1re nécessité et des factures énergétiques.**
- **L'abandon de la réforme des retraites de 2023 et de toutes les contre-réformes depuis 1993.**
- **L'abandon des dernières réformes de l'assurance chômage. L'extension des droits et l'accès universel à l'allocation chômage avec un minimum égal au SMIC.**



Nos galères ne viennent pas de nulle part, elles sont le fruit du système économique capitaliste, prédateur et inégalitaire. Les mouvements sociaux s'enchaînent et la conscience de la nécessité d'une rupture radicale avec ce modèle de société grandit. Sans nous aligner sur les enjeux de pouvoir des mouvements politiciens, nous pouvons défendre **un projet alternatif de société porté en toute autonomie par le mouvement social**. Construisons ensemble ce projet émancipateur pour notre classe, basé sur l'égalité réelle, économique et sociale, la démocratie directe et l'autogestion.

UNION ! ACTION ! AUTOGESTION !

NOUS CONTACTER / INFOS

contact@cnt-so.org
cntso_fr
cnt-so.bsky.social
cnt-so.org